

«En Afrique, la Chine est dans un processus d'apprentissage»

► liberation.fr/international/afrique/en-afrique-la-chine-est-dans-un-processus-dapprentissage-20240904_LZZE5BM62NBV5K7GVYWCJ6JJFM

La fin des illusions ? Le neuvième Forum de la coopération Afrique-Chine (Focac) s'ouvre mercredi 4 septembre à Pékin dans un climat un peu plus morose qu'à l'accoutumée. Certes, les dirigeants des poids lourds du continent, comme le président sud-africain Cyril Ramaphosa, le Nigérian Bola Ahmed Tinubu ou le Rwandais Paul Kagame seront accueillis à bras ouverts par Xi Jinping. Nul doute qu'à l'occasion du sommet, de grands contrats seront signés, de grands projets dans le domaine du transport ou de l'énergie seront dévoilés. Mais «*l'enthousiasme*» n'y est plus, pointe Thierry Pairault, sinologue et socio-économiste, directeur de recherche émérite au CNRS et spécialiste de la présence chinoise en Afrique (1). Les prêts de la Chine se sont taris. Plusieurs pays se débattent aujourd'hui avec le remboursement de leur dette. «*L'Afrique est réellement un laboratoire pour Pékin*», affirme le chercheur.

Après vingt années de «faste» dans les relations sino-africaines, assiste-t-on à un déclin ?

Je ne partage pas cette opinion. Il y a plutôt un changement dans ces relations. Le Focac a été, jusqu'en 2018, une grand-messe où les dirigeants africains se rendaient pour écouter le sermon qui leur promettait l'entrée au paradis du développement grâce à la Chine. Cette période est révolue. Il y a aujourd'hui moins de battage et d'enthousiasme autour du sommet. Le mot coopération lui-même est tombé en désuétude. Les pays africains veulent avoir des relations commerciales, économiques, bilatérales de préférence. Ce sont eux qui sont désormais à l'initiative. Les dirigeants vont régulièrement «faire leurs courses» à Pékin, et tentent de convaincre les autorités chinoises de les aider dans leurs projets. C'est un vrai revirement : on est passé d'une Afrique passive à une Afrique active.

Le fait d'avoir «rencontré» la Chine dans les années 90 avait déjà été une très bonne chose car cela avait permis aux pays africains d'achever leur indépendance politique à l'égard des anciennes puissances coloniales. Mais aujourd'hui, ils vont au-delà, ils ont compris qu'ils pouvaient instrumentaliser la Chine contre les anciennes puissances coloniales, mais aussi instrumentaliser les uns contre les autres pour leurs propres intérêts.

Les prêts chinois à destination des pays africains sont en chute libre. Pourquoi ?

La Chine est dans un processus d'apprentissage. Elle a fait les mêmes erreurs que l'Europe, les Etats-Unis ou l'URSS avant elle, en pensant que prêter de l'argent était suffisant pour déclencher un processus de croissance et de développement. Elle a désormais compris que ça ne marchait pas comme ça, que les pays s'endettaient sans

avoir la capacité de rembourser. De l'autre côté, les pays africains se sont rendu compte que la gestion des projets ne pouvait pas être confiée à un décideur extérieur. Il valait mieux évaluer soi-même la faisabilité des projets, leur pertinence, leur rentabilité... La magnificence de la ligne de chemin de fer construite par les Chinois entre Addis-Abeba et Djibouti en 2017, par exemple, était un non-sens économique.

En revanche, il y a effectivement un problème du remboursement de la dette, qui concerne un petit nombre de pays. Mais c'est une problématique – celle du développement – à laquelle le monde est confronté depuis cinquante ans. Tout le monde s'y casse les dents. Ce n'est pas le fait de la Chine. Certes, comme créancier, Pékin a tendance à négocier dans son coin, en bilatéral, sans rejoindre le Club de Paris [*un groupe informel de créanciers publics qui accordent des allègements de dette pour aider les Etats surendettés à rétablir leur situation financière, ndlr*]. C'est une démarche assez défavorable pour le pays débiteur, car le créancier reste en position de force.

Comment le sujet de la dette africaine est-il appréhendé par Pékin ?

Le problème, c'est de comprendre comment on en est arrivé à ce surendettement. Est-ce que c'est le résultat d'une stratégie délibérée de Pékin ? Ou est-ce le résultat d'une «erreur de calcul», par méconnaissance des phénomènes économiques ? Je penche personnellement pour cette deuxième proposition. La Chine réfléchit de façon «sinocentrée», dans un système d'économies de commande. Elle a pensé et géré ses financements en Afrique comme si le continent fonctionnait sur le modèle chinois, avec des banques qui renvoient la balle à l'Etat, qui renvoie la balle aux entreprises, qui renvoie aux banques, etc. Or tout ça ne tient pas dans des économies de marché. Donc Pékin tâtonne, rate, essaye, fait en quelque sorte l'expérience de l'altérité.

C'est pourquoi le Club de Paris a des difficultés à attirer la Chine pour pouvoir organiser avec elle la restructuration des dettes pour le bénéfice de tout le monde. C'est quelque chose que la Chine n'a pas encore réussi à comprendre, à digérer. L'Afrique est réellement un laboratoire pour Pékin. Car les Africains, du fait de la colonisation et de la décolonisation, comprennent bien mieux l'Occident que les Chinois ! On assiste à un transfert de savoirs «conceptuels» de l'Occident vers la Chine par l'intermédiaire de l'Afrique.

Les investissements chinois sont-ils toujours concentrés sur les infrastructures ?

Les Chinois n'ont jamais investi dans les infrastructures ! C'est une erreur commune qui fausse l'analyse. Ils ont construit, voire financé des routes, des ponts, des hôpitaux, mais ils n'ont pas du tout investi. Ce n'est pas Pékin qui «paye», ce sont les gouvernements africains qui investissent. Certes, parfois en s'endettant ; certes, parfois en gageant des matières premières, mais c'est sur les Etats africains que repose le coût final.

Le montant annuel des investissements chinois en Afrique, ces dernières années, est compris entre 1,5 milliard et 4 milliards de dollars. A répartir entre 54 pays. C'est extrêmement faible. Quant au stock total d'investissements de la Chine en Afrique, il est un peu en dessous de 40 milliards de dollars. A titre de comparaison, celui de la France

est de 60 milliards de dollars, ceux des Etats-Unis et du Royaume-Uni sont un peu au-dessus de 40 milliards. En un temps record, la Chine a rejoint le trio de tête, mais toutes ces sommes sont ridicules par rapport aux besoins du continent.

Est-ce que la Chine accompagne l'industrialisation de l'Afrique ?

Il y a eu, à une époque, des promesses qui permettaient de penser que la Chine délocaliserait ses chaînes de production en Afrique, comme les Européens l'avaient fait en Chine dans les années 80 et 90. En réalité, il n'y a rien eu de comparable. Les rares industries chinoises en Afrique, comme en Ethiopie, sont des industries de pure main-d'œuvre, quasiment sans chaîne de montage et de faible technologie. Les Chinois eux-mêmes ont rapidement limité cette pratique, car ils ont compris qu'ils allaient se créer une concurrence qui ne ferait que dégrader les conditions de travail de leurs propres ouvriers, voire de détruire des emplois chinois.

Il existe également des usines chinoises en Egypte, et bientôt au Maroc, mais qui servent essentiellement à « assembler » le produit fini pour bénéficier du label *Made in Egypt* et des accords de partenariats commerciaux avec l'Union européenne ou les Etats-Unis. C'est en fait une délocalisation très limitée, dans des bulles de production sinisées. Il ne s'agit pas d'un transfert des capacités de production en Afrique.

Le grand schéma des flux commerciaux – matières premières de l'Afrique vers la Chine, produits de consommation de la Chine vers l'Afrique – reste-t-il une constante ?

Tout à fait. Avec un déficit commercial de l'Afrique à l'égard de la Chine qui n'arrête pas d'augmenter depuis 2012. L'Afrique importe beaucoup plus *depuis* la Chine qu'elle n'exporte vers la Chine. Le coût des matières premières a augmenté, mais Pékin a considérablement diversifié ses fournisseurs (à part peut-être pour le cobalt et le lithium). C'est donc désormais le fournisseur qui est dépendant du client et non pas l'inverse. Le ballet diplomatique des dirigeants africains auquel on assiste autour du Focac consiste d'ailleurs souvent à renégocier des contrats avec la Chine.

Rappelons d'abord que les relations commerciales avec l'Afrique représentent 3 % à 4 % du commerce mondial chinois. Soit presque rien. Mais ce qui est beaucoup plus important, en effet, ce sont les liens que la Chine a établis avec les pays africains. Cela lui a permis de se créer une clientèle qui lui renvoie l'ascenseur à l'Assemblée générale des Nations unies. Il est très clair que l'influence de la Chine à l'ONU a augmenté à mesure du soutien des pays africains.

Cette stratégie a été établie en 1989 au moment du massacre de la place Tiananmen, qui avait provoqué une série de sanctions édictées par les Occidentaux. Cela a été un choc – et une profonde incompréhension – pour Pékin. A partir de ce moment-là, la Chine a décidé de séparer les relations économiques des relations politiques. Et Pékin a utilisé l'Afrique comme un tremplin pour acquérir cette puissance politique, notamment à l'ONU. Depuis cette date, et jusqu'à aujourd'hui, les premiers voyages du ministre chinois des Affaires étrangères, chaque année, se font en Afrique. Sur ce plan, Pékin a réussi son

pari. En 2021, la Chine a ainsi été le seul Etat à diriger quatre agences onusiennes simultanément [*l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Organisation pour le développement industriel et l'Union internationale des télécommunications*].

Le discours idéologique de l'alliance Sud-Sud est-il convaincant pour les pays d'Afrique ?

Je ne pense pas. Ce discours est utile à certains moments. Il existe certainement une défiance africaine à l'égard de l'Occident, mais ça ne signifie pas pour autant que les pays africains épousent la logique chinoise, ni qu'ils considèrent que le leader du Sud peut être la Chine. D'ailleurs, quand il s'agit de renégocier la dette envers la Chine, ils sont prêts à épouser le discours américain sur la dette chinoise en relayant des chiffres invraisemblables. Il n'y a rien de gravé dans le marbre, chacun joue son jeu en fonction des circonstances et des intérêts du moment.

(1) Dernier ouvrage paru: *l'Afrique et ses présences chinoises*, sous la direction de Xavier Aurégan et Thierry Pairault, aux éditions L'Harmattan.